

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 93

Bulletin d'information du  
**MARS - Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### LA JUSTICE AU PAS.

Depuis 2002, sur les 36 postes de procureurs généraux existant en France, 26 ont changé de titulaire. Selon le syndicat de la magistrature, il n'en reste que 2 considérés comme proches de la gauche. Dernier verrouillage en date de l'appareil judiciaire : la nomination par le Conseil supérieur de la magistrature de Vincent Lamanda, ancien membre des cabinets de deux gardes des Sceaux de droite, au poste de Premier président de la Cour de Cassation.

### AUTRE FUSION A GAUCHE.

Le MARS et la Gauche Républicaine ne sont pas les seuls à fusionner... En Allemagne, au mois de juin, l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG), formée notamment de dissidents du parti social-démocrate, et le PDS, issu de l'ex-parti communiste de RDA, uniront leurs forces au sein du Parti de Gauche. Les deux formations ont déjà un groupe parlementaire commun de 53 députés, dirigé par Oskar Lafontaine, ancien ministre des finances du gouvernement Schröder, et Gregor Gysi, leader du PDS.

### IMMOBILIER AMERICAIN : RIEN NE VA PLUS.

C'est le Monde qui l'écrit dans son édition du 3 avril. Les ventes de logements neufs ont chuté en février à leur plus bas niveau depuis 7 ans. La chute de l'investissement résidentiel a atteint 19% en rythme annuel à la fin 2006, ce qui équivaut à une diminution de 0,3% de croissance du PIB des Etats-Unis. Parallèlement, les défauts de paiement et les saisies (un demi-million de logements en 2006) ne cessent d'augmenter. Que la crise immobilière s'accroisse dans les prochains mois et l'économie américaine entrera inévitablement en récession.

### AU CHARBON.

Si elle n'a cessé de décliner en Europe au cours des 30 dernières années, la production mondiale de charbon a atteint 5,8 milliards de tonnes en 2005 - dont 2,5 milliards proviennent de la Chine - et continue à augmenter. D'importantes mines à ciel ouvert sont en exploitation aux Etats-Unis, en Australie, en Afrique du Sud, en Indonésie ou en Colombie. Le monde disposerait de deux siècles de réserves et le prix de la houille a pratiquement doublé en 5 ans. Le pétrole, en voie d'épuisement, sera-t-il en partie relayé par le charbon ? Reste à régler l'épineux problème des conséquences environnementales de son utilisation.

## UN PEUPLE EN MAL DE SOUVERAINETE ET D'EGALITE, PAS D'IDENTITE

Porté par Nicolas Sarkozy puis par Ségolène Royal, le thème de l'identité nationale a marqué un temps de la campagne présidentielle.

Affirmons le sans détour : nous ne partageons pas certaines des réactions de nos amis antilibéraux, car la nation, pour les républicains, n'est pas étrangère aux valeurs de la gauche. Faut-il rappeler que toutes deux ont été portées sur les mêmes fonts baptismaux : les Etats Généraux de 1789 où est apparu, par la répartition des députés dans l'assemblée, le clivage gauche-droite. Mieux, l'historien Michel Vovelle nous apprend qu'un an auparavant, dès la préparation des cahiers de doléances, "les partisans de l'opinion naissante en faveur des réformes avaient été désignés comme "nationaux" (...) en opposition avec les "aristocrates".

Mais si la nation reste le cadre premier du "vivre et décider ensemble", elle n'est pas au-delà du clivage gauche/droite. Tout comme la République. Malgré ses origines révolutionnaires et sa proclamation citoyenne, aucune loi naturelle ne fait de la nation, en elle-même, une cause nationaliste ou émancipatrice. La nation devient ce que ses habitants en font, selon leurs choix politiques. Or à lui dénier toute capacité progressiste, la majeure partie de la gauche a laissé aux populistes et xénophobes le soin d'apparaître comme ses seuls défenseurs.

De ce point de vue, entendre Ségolène Royal et le Parti Socialiste redécouvrir son potentiel progressiste ne nous gêne pas. On nous permettra toutefois de sourire en rappelant que durant la campagne sur le TCE, nous, partisans d'un « non » de gauche au nom de la démocratie, du progrès social, de l'antilibéralisme, et des valeurs internationalistes, nous fumes traités de nationalistes par ceux-là mêmes qui nous proposent aujourd'hui d'agiter les drapeaux aux fenêtres et d'entonner la Marseillaise...

Après tout, même si les volte-face de Mme Royal nous laissent dubitatifs sur ses décisions à venir, nous préférons l'entendre expliquer qu'elle respectera le choix du peuple français plutôt que de prôner la relance de l'Europe à partir des régions, comme elle le fit en début de campagne. Pour autant, si le mot nation ne nous gêne pas, surtout quand la candidate précise qu'il ne faut pas le confondre avec cette maladie sénile qu'est le nationalisme, l'accoler à l'identité déplace la question.

Est-ce l'attitude propre aux nouveaux convertis qui en font trop après n'en avoir pas fait assez, ou le souci de ne pas laisser à la droite l'exclusivité du thème ? La question est essentielle et l'incapacité à répondre autrement que par le discours-patchwork qui mêle Jeanne d'Arc et Louise Michel nous inquiète. Et renvoie à une question : les Français souffrent-ils d'« identité perdue » ? Incontestablement on veut les en

persuader. Il y a ceux qui en parlent aujourd'hui avec mépris, comme s'il s'agissait du réflexe de peur d'une espèce en voie de disparition : le « non » au référendum aurait ainsi constitué la réaction d'un peuple dépassé, en "déclin", qui ne comprendrait pas qu'il lui faut s'adapter à la mondialisation.

Ceux-là - socio-libéraux ou libéro-sociaux - concèdent aujourd'hui être allés trop vite en besogne pour ce peuple désorienté, dont il faudra désormais tenir compte afin de poursuivre la construction d'une Union Européenne évidemment porteuse de modernité... Cette version très "béret et baguette sous le bras" présente l'intérêt d'effacer une autre lecture, plus gênante, du « non » puis de la mobilisation contre le CPE : l'aspiration sociale et démocratique des Français, qui remonte du tréfonds de leur histoire, est devenue l'une des données incontournables de la situation politique.

Depuis trente ans, Le Pen a fait de « la défense de l'identité nationale » son fonds de commerce en profitant du peu de goût (voire du rejet) de la gauche pour tout ce qui a trait à la nation pour avancer ses réponses nauséabondes. Selon Le Pen, l'identité nationale est menacée par l'immigration assimilée à une invasion. Le leader du FN défend une citoyenneté fondée sur l'appartenance ethnique, un droit du sang intégral : on est Français parce qu'on est né de parents français, point ! En faisant mine, dans son programme et ses déclarations, de présenter l'acquisition de la nationalité par filiation comme "normale", le Pen revient ainsi sur la prééminence en France d'un droit du sol qui remonte au Moyen Age et a été renforcé en 1791. Les Français sont ainsi considérés comme une ethnie, si ce n'est une race, et même si ses affiches se colorent et que le chef du FN revendique des amis noirs, arabes ou juifs, le modèle qu'il continue à nous vendre est celui d'une France blanche qu'il accepte de métisser à la marge avec des "étrangers méritants ».

En recherchant bien dans les discours politiques des uns et des autres, on constatera que pendant des décennies, seule l'extrême droite a ainsi associé identité et immigration. Avec une influence indéniable puisque la prédominance du droit du sol a été fortement entamée par les lois Pasqua de 1993. Jusqu'alors, grâce aux ordonnances de 1945, un enfant né en France d'un parent étranger devenait automatiquement Français à sa naissance et tout enfant né en France de parents étrangers accédait à la nationalité sur simple demande. Pasqua a fixé des conditions qui font d'un enfant né ici seulement un Français possible à sa majorité. Et donc différent des enfants héritant de la nationalité par le droit du sang. Les lois Guigou n'ont fait qu'assouplir ce nouvel état des choses, fort bien décrit par le GISTI (groupe d'information et de solidarité avec les travailleurs immigrés) qui estime que ces mesures conduisent "à voir dans l'attribution de la nationalité française la consécration de l'intégration, au lieu de la voir comme un élément qui peut favoriser celle-ci."

En voulant lier l'identité nationale à l'immigration dans un même Ministère, Nicolas Sarkozy, même s'il ne s'aventure pas aussi nettement dans la destruction

du droit du sol, lorgne évidemment vers le même modèle. Il affirme en somme que les Français ont un problème avec leur identité au point d'y consacrer un Ministère, et que ce problème est l'immigration... Ce faisant, il légitime les fantasmes que l'extrême droite alimente depuis plus de 20 ans : chômage = immigration, trou de la sécu = immigration, etc. Il est dans le registre connu du "Le Pen pose de bonnes questions mais donne de mauvaises réponses". Sauf qu'à force de valider ces questions, on voit combien on approche désormais des réponses lepénistes. Et du coup, on valide un peu plus celui qui les a posées le premier !

Pas de faux procès : Ségolène Royal, a vigoureusement dénoncé cette proposition de ministère. Mais en reprenant à son compte le thème de l'identité, elle renvoie, elle aussi à la peur. Pour dire quoi ? Tant qu'à manier cette dangereuse notion d'identité, la gauche ferait bien d'assumer ses fondamentaux et de puiser dans ses meilleures traditions pour questionner la citoyenneté et lui redonner un souffle émancipateur. Ce qui revient à revenir aux ordonnances de 1945 pour redonner une totale priorité au droit du sol. Pour les enfants de sans-papiers nés et scolarisés en France - une grande majorité de ceux à qui Sarkozy a refusé la régularisation - la différence serait grande...

Plus profondément encore, nous proposons que la gauche renoue avec une vision politique de la citoyenneté en revisitant la constitution de 1793, vraiment moderne celle-ci, qui, poussant jusqu'au bout la définition d'une nation comme une communauté de destin, proposait à ses résidents étrangers de devenir citoyens.

En centrant le débat sur la citoyenneté, la gauche se mettrait surtout dans la capacité de rechercher ses propres réponses aux (bonnes) questions que la majorité de nos concitoyens ont posées à travers le « non » au référendum. Questions essentielles si l'on veut refonder une Europe politique qui ne se construira pas sur le moins disant démocratique et social - l'Europe est étrangement absente de cette campagne présidentielle ce qui n'a rien de rassurant pour la suite. Des questions qui interrogent la nation mais n'ont rien à voir avec l'approche rabougrie et restrictive de la droite, parce que les réponses républicaines ont une portée universaliste et sont à même de "parler" aux autres peuples.

En ces temps de mondialisation libérale, quel projet social et politique permettra de défendre, non l'identité, mais l'égalité ? En ces temps où l'on veut persuader les peuples qu'ils n'ont désormais plus les capacités collectives de contrôler leur destin et d'agir sur le marché, quel projet permettra de défendre la démocratie, c'est-à-dire la souveraineté populaire ?

À revêtir ces questions du voile de l'identité, la candidate du Parti Socialiste évite du coup de donner les réponses devant être au cœur du programme d'une gauche qui renouerait avec sa vocation transformatrice et émancipatrice. Or renouer avec cette vocation serait non seulement juste mais aussi le meilleur moyen de battre la droite.